

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1925.

PROJET DE LOI D'EMPRUNT DE CINQ CENT MILLIONS DE FRANCS POUR COMPTE DE LA COLONIE (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE, (2) PAR M. **TIBBAUT**.

MESSIEURS,

Le projet d'emprunt colonial se rattache plus spécialement à l'exécution de grands travaux publics, qui appartiennent au programme d'ensemble de Léopold II, repris dans la loi du 21 août 1921; il crée les ressources qui sont nécessaires pour en poursuivre l'exécution, et pour consolider la Dette flottante.

M. le Ministre des Colonies sollicite l'autorisation d'émettre des obligations de la Dette publique congolaise jusqu'à concurrence d'un capital nominal de 500 millions de francs. Ce montant s'ajoute à celui de 248 millions, qui existe encore sur les autorisations d'emprunt accordées par les lois budgétaires, mais qui a été absorbé par l'émission de bons du Trésor, comme le montre l'annexe.

Il ne sera fait usage de l'autorisation sollicitée que par l'émission de tranches successives, suivant les besoins de la Trésorerie et les conditions du marché financier; un Arrêté royal en décidera, et les crédits, qui seraient alimentés par ces emprunts successifs, seront portés annuellement au Budget de la Colonie.

Ces dispositions sont conformes aux règles suivies jusqu'à ce jour, et elles ne soulèvent guère d'objection.

Mais la Commission, qui était unanime sur le principe de l'emprunt, a sollicité

(1) Projet de loi n° 31.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Tibbaut, était composée :

a) des membres de la Commission des Colonies : MM. Baels, Branquart, Briart, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Maes, Piérard, Renkin, Richard, Sap et Van Hoeylant ;

b) des membres désignés par les Sections : MM. Ramaekers, Huishauwer, Gris, Raemdonck, Sap, De Bruyn (P).

quelques renseignements complémentaires sur les crédits déjà utilisés, sur la constitution de la Dette flottante, sur les travaux d'une prochaine réalisation; une annexe reproduit les questions avec les réponses, qui sont assez précises pour ne pas exiger de commentaires; au surplus on trouvera l'occasion de les discuter à fond avec le Budget de la Colonie qui doit être déposé prochainement.

* * *

Les modalités de l'emprunt ont donné lieu à un examen attentif; la Commission estimait qu'il était opportun d'éclairer à cet égard le Parlement.

Il résulte des entretiens qu'elle a eus avec l'honorable Ministre des Colonies que l'économie de l'opération envisagée en ce moment, consiste à faire appel au crédit public en assurant aux souscripteurs d'obligations, indépendamment d'un intérêt minimum et du remboursement du capital, une participation dans le bénéfice des mines d'or, participation qui pourrait se prolonger après le remboursement; à cet effet, il faudrait donner à la concession de Kilo-Moto la personnalité juridique.

La Commission estimait que le Gouvernement avait intérêt à faire connaître ses vues à la Chambre.

Elle a donc adressé au Ministre des Colonies la question suivante :

Quelle forme le Gouvernement se propose-t-il d'adopter pour mettre en valeur les mines d'or et leur donner une personnalité juridique propre? Sur quelle région portera la concession?

Quelles garanties le Gouvernement se propose-t-il de prendre pour assurer, d'une part, la prépondérance de la Colonie et, d'autre part, la collaboration efficace des particuliers prêteurs?

M. le Ministre, se rendant au désir de précision exprimé par la Commission, ne s'est pas contenté de lui donner des explications verbales; il a communiqué l'amendement suivant qui donne quelques éléments de la formule de réalisation envisagée :

« Le Ministre des Colonies est autorisé à faire apport à une personnalité juridique à créer ou à une Société congolaise à responsabilité limitée, du droit d'exploiter, pendant cinquante ans au plus, l'or et autres substances précieuses dans l'étendue des territoires concédés à la Régie des Mines du Haut-Ituri.

» Cet apport sera rémunéré par la remise d'actions et de parts sociales, ainsi que de parts bénéficiaires qui se partageront les bénéfices dans une proportion à déterminer par les statuts. Les actions et parts sociales remises à la Colonie seront en nombre tel qu'elles lui assurent la majorité absolue au sein de l'Assemblée générale. »

* * *

Il serait opportun de compléter cet amendement pour tenir compte des formalités auxquelles sont soumises les concessions minières par la loi du 18 août 1908 sur le Gouvernement du Congo belge.

Aux termes de l'article 25 elles doivent être l'objet d'un décret soumis en

projet au Conseil colonial; mais, en cas d'urgence, le Gouvernement peut se passer de cette consultation préalable; il doit alors soumettre le décret à l'examen du Conseil dans les dix jours de sa date.

Cette première formalité peut être remplie; elle ne constitue pas une cause de retards préjudiciables. Mais il en est autrement de la formalité imposée par l'article 15 qui exige le dépôt du projet du décret avec toutes les pièces justificatives, pendant trente jours de session, sur le bureau des deux Chambres.

Cette procédure peut être nuisible aux négociations, qui doivent se poursuivre avec célérité pour pouvoir tenir compte de l'état changeant du marché financier; elle est d'ailleurs superflue, puisqu'elle a pour but de permettre au Parlement de se prononcer, ce qui est tout juste l'objet du présent projet de loi.

La Commission se propose donc d'ajouter à l'amendement le paragraphe suivant :

« Le Gouvernement est dispensé des formalités de l'article 15 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge. »

Il est logique, dans ces temps de resserrement, de chercher à assurer à l'emprunt un succès sans réserve, en l'appuyant sur une prime consistant en une participation bénéficiaire dans des entreprises industrielles. Le Ministre des Colonies avait l'heureuse fortune de n'avoir que l'embarras du choix pour y affecter des revenus coloniaux.

Il pouvait mettre à contribution le portefeuille de la Colonie, qui contient des actions et des participations dans de nombreuses entreprises coloniales et qui, suivant le Comité permanent du Congrès national des colonies, était évalué, avant les récentes évaluations, à un milliard et demi.

L'honorable M. Frank, ministre des colonies, avait en vue son utilisation éventuelle, lorsqu'il proposa la constitution, sous forme de personnalité juridique, de la « Caisse du portefeuille »; et ce projet, qui a reçu l'approbation du Conseil colonial, rendra sans doute d'appréciables services à l'avenir.

Mais il n'est pas nécessaire d'y recourir en ce moment. Il semble préférable de ne pas immobiliser une masse de valeurs, qui présente le grand avantage de pouvoir être utilisée partiellement, suivant les besoins de la Colonie et selon des modalités diverses. C'est une réserve, toujours disponible, dont le secours peut devenir nécessaire. Elle donne à l'Administration une garantie de stabilité, qui est inestimable dans ces temps troublés, agités par des crises économiques et financières.

Il suffit de puiser à une seule des nombreuses sources de richesse de la Colonie : à la concession de la région aurifère de Kilo-Moto.

On sait que la Régie entrevoit un bénéfice net immédiat d'environ 30 millions, et l'exploitation, qui actuellement porte surtout sur les alluvions, pourra attaquer énergiquement les filons, lorsque la construction du chemin de fer projeté permettra d'amener sur les chantiers de puissantes machines d'extraction et de broyage.

Pour mieux réaliser la participation financière, base de l'opération, le Gouvernement recourt au procédé envisagé par M. Frank pour l'utilisation du porte-

feuille; il propose de constituer la concession en personnalité juridique ou de créer une société avec la collaboration de l'initiative privée.

Le Gouvernement ne marque pas de préférence pour l'une des formules.

* . *

L'essentiel est de créer, sous une forme ou l'autre, une personnalité juridique à laquelle serait attribué le droit d'exploiter, pendant cinquante ans, l'or et d'autres substances précieuses dans l'étendue du territoire concédé à la Régie des Mines du Haut-Ituri (Kilo-Moto).

L'être juridique présente l'avantage de donner à l'exploitation une organisation permanente, stable, conforme aux règles du commerce et de l'industrie; il enlève ce qu'il y a d'absolu ou d'arbitraire dans une action purement administrative, qui, gérant des deniers publics, est exposée à négliger la préoccupation de la distribution régulière des dividendes, qui peut se laisser tenter par des amortissements anormaux, et qui par conséquent se concilie difficilement avec l'économie du système d'emprunt projeté.

Il importe que ce revenu présente le caractère de régularité des dividendes des industries privées; et, à cet égard, la participation des capitaux privés, même dans une très modeste part, présenterait pour les souscripteurs de l'emprunt une sécurité plus grande.

Si ces capitaux privés intervenaient dans la constitution du capital, et s'ils avaient des avantages calculés sur ceux qui sont offerts aux capitaux de l'emprunt, les administrateurs, qui les représenteraient dans le conseil d'administration à côté d'une majorité formée de délégués de la Colonie, auraient le même intérêt à défendre les actionnaires et les prêteurs. Ils seraient qualifiés pour s'opposer éventuellement à tout ce qui peut diminuer l'efficacité des avantages attachés à l'emprunt. Ce serait une garantie qui renforcerait la confiance du public.

Il va de soi que le Gouvernement doit avoir une influence prédominante pour défendre les intérêts publics dans la société et dans le conseil d'administration. Il sera nécessairement l'actionnaire le plus influent, puisqu'il n'admettrait, en toute hypothèse qu'un faible apport de capitaux privés à côté de son apport de base, le matériel et la concession; et après l'expiration du terme de la concession de 50 ans il reprendra la pleine propriété du matériel et de la concession.

L'harmonisation des intérêts ne souffre guère de difficulté; il devrait être bien stipulé que le droit de souscrire à l'emprunt sera largement ouvert au grand public.

On pourrait objecter que la concession se montre trop généreuse en s'étendant non seulement aux mines d'or actuelles et futures mais aussi aux autres substances précieuses. Mais il n'est pas possible d'admettre dans la même région des groupes différents, dont les intérêts seraient opposés et qui se nuiraient les uns les autres par une action concurrente. Si cependant la découverte d'autres substances précieuses survenait, on devrait s'en féliciter dans l'intérêt commun; mais il pourrait alors devenir nécessaire de scinder les travaux sans toutefois pouvoir en rien porter atteinte aux avantages promis; et si l'on devait prévoir un droit

pour la colonie de racheter les titres, l'exercice de ce droit ne se concevrait qu'après une longue période et moyennant le paiement d'un prix représentant leur valeur.

Il n'est pas possible de fixer d'avance toutes les conditions de l'opération à élaborer. Le taux de l'intérêt de base, la part bénéficiaire, la modalité de la collaboration des capitaux privés, les clauses de rachat, toutes ces dispositions dépendent des négociations, qui doivent se poursuivre avec les institutions bancaires, intermédiaires indispensables pour le succès de grandes combinaisons de crédit public, et qui sont sous l'influence de la situation du marché financier. Elles ne dépendent pas uniquement du Gouvernement, qui, pour négocier utilement, doit être dégagé de formules rigides, mais qui, gardant le souci de sa responsabilité, doit indiquer au Parlement le plan général de ses projets.

* . *

Dans la pensée du Gouvernement, les avantages affectés à l'émission ne portent pas atteinte aux droits des porteurs actuels de rentes congolaises; ils ne constituent ni un privilège, ni une garantie consentie à leur détriment.

Les participations financières dans la concession appartiendraient à la colonie; mais on peut en laisser jouir les souscripteurs de l'emprunt suivant des modalités diverses. Ainsi on peut stipuler que l'intérêt supplémentaire à leur payer sera calculé sur une fraction du dividende revenant à ces parts bénéficiaires. On ferait sentir ainsi plus vivement par le public la prospérité d'une des grandes richesses coloniales, et on obtiendrait comme résultat de renforcer l'esprit colonial d'un intérêt financier direct.

La Chambre et le pays se montreront favorables au projet du Gouvernement, qui a décidé de réaliser une réforme financière d'ensemble, destinée à donner une base plus solide aux Budgets ordinaire et extraordinaire.

Il est logique de faire servir les richesses existantes au crédit colonial, qui est nécessaire pour développer l'outillage économique et même pour couvrir les dépenses de premier établissement; et l'on peut se féliciter de pouvoir puiser à cet effet à des sources nombreuses.

Mais il faut que le Budget ordinaire assure son équilibre, non seulement en modérant le plus possible les dépenses, mais aussi en augmentant les recettes; une Commission de coloniaux a donné à ce sujet une précieuse collaboration au Ministre des Colonies; elle a élaboré des projets de relèvement des droits, qui serviront l'intérêt général sans blesser les intérêts privés et qui seront incorporés dans le Budget des Colonies.

On entre ainsi dans une phase nouvelle, qui doit ajouter au principe de l'autonomie financière, inscrite dans la charte coloniale, la réalité de l'indépendance financière, dont le vœu fut exprimé dans le rapport du Budget Métropolitain de 1925.

La Colonie commence à nourrir l'espoir de pouvoir bientôt se suffire par ses propres ressources.

Quelle étape, quand on se reporte à une époque rapprochée, où l'indifférence,

la défiance et l'hostilité obligeaient le Roi Léopold II à soutenir la Colonie naissante par les ressources de son patrimoine de famille !

Aujourd'hui l'esprit colonial a conquis le pays entier et, si l'œuvre d'Afrique, par son ampleur, étonne le monde, elle fait aussi la fierté de la Belgique.

C'est l'esclavagisme chassé définitivement ; c'est l'ordre substitué à l'anarchie ; c'est la Colonie outillée ; c'est l'industrie transplantée en pleine brousse et apportant à la Métropole l'or, le diamant, le cuivre, l'étain ; c'est l'agriculture qui prend de plus en plus possession d'un sol fécondé par le soleil et l'eau, et qui nous envoie non seulement du café et du cacao, produits alimentaires précieux, mais aussi des huiles et du coton, pain de l'industrie. C'est enfin l'assistance sociale, qui, grâce au concours des médecins, des missionnaires et des hommes d'œuvres, multiplie les institutions propres à défendre l'indigène contre la maladie, la misère native et les blessures faites par le contact trop brusque des conquêtes industrielles et qui élève les écoles et les chapelles, foyers de formation professionnelle, de relèvement intellectuel et moral.

Et, au cœur de l'Afrique, se dessinent déjà pour un œil attentif les grandes lignes d'un édifice social nouveau, se modelant sur la construction juridique de la civilisation européenne, plus compatible avec la dignité et la stabilité des familles, plus apte à faire servir à leur bien-être le progrès économique.

Il n'est pas un Belge qui ne considère aujourd'hui le Congo comme un prolongement de la Patrie ; et la Colonie peut avec confiance s'adresser à la collaboration du public, qui a foi dans ses destinées.

*
* * *

La Commission spéciale a l'honneur de proposer à la Chambre d'adopter le projet du Gouvernement.

Le Président-Rapporteur.

EM. TIBBAUT.

ANNEXE

Questions de la Commission des Colonies et réponses.

1° *Quels sont les travaux effectués avec les emprunts déjà réalisés?*

Les situations en ma possession sont établies à la date du 31 décembre 1924.

Les chiffres indiqués se rapportent donc aux travaux qui étaient payés à cette date par la Trésorerie coloniale qui s'est couverte à l'aide d'emprunts ou de bons du Trésor.

Ces paiements s'élèvent à 256,982,377 francs, se répartissant comme suit entre les 11 rubriques des grands travaux, savoir :

1° La reconstruction du Chemin de fer du Stanley-Pool au Bas-Congo fr.	42,308,282 »	
2° Le parachèvement et l'augmentation de l'outillage du Chemin de fer des Grands-Lacs. Eventuellement, l'étude et la construction de la section Kabalo-Kongolo		Mémoire.
3° L'achèvement du Chemin de fer du Katanga vers le nord de Bukama à un point navigable du Lualaba		Dépenses comprises dans le 6°.
4° L'extension des balisages, l'achat d'un matériel de dragage, l'amélioration, la construction et l'outillage de ports fluviaux, l'étude et l'aménagement de voies navigables	20,814,700 »	
5° L'augmentation du capital de la Société Nationale des Transports fluviaux notamment pour l'extension du service sur les petites rivières	15,000,000 »	
6° Le raccordement des centres industriels du Katanga, aux régions du Sankuru et du Kasai (Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga)	124,000,000 »	
7° L'étude et la construction d'un Chemin de fer reliant le fleuve Congo entre Stanleyville et Bumba à la région des mines d'or de Kilo et Moto		Mémoire.
8° L'amélioration de la voie et de l'équipement du Chemin de fer du Mayumbe et l'aménagement du port de Boma	4,000,000 »	
9° La construction du premier tronçon du Chemin de fer de Benguela en territoire belge		Dépenses comprises dans le 6°.
10° La construction d'un réseau routier et son armement en moyens de transports mécaniques à raison d'environ 10,000,000 de francs par province	12,496,452 »	
11° Les travaux publics et sanitaires dans les centres urbains, les quartiers indigènes, voiries, distribution d'eau, éclairage, organisation du travail, sécurité et hygiène des travailleurs	38,362,943 »	
TOTAL. . . fr.	256,982,377 »	

Indépendamment de ces paiements, de nombreuses sorties de fonds effectuées en Afrique restaient à comptabiliser et d'autres dépenses très importantes étaient engagées au 31 décembre 1924.

2° Quelle marge reste-t-il sur l'emprunt autorisé de 300 millions de francs?

L'emprunt se trouve complètement absorbé, soit par l'émission d'emprunts proprement dits, soit pour le solde par l'émission de bons du Trésor.

Il est à remarquer que le Ministère des Colonies émet des emprunts ou des bons du Trésor, non seulement pour le programme des grands travaux, mais encore pour les travaux extraordinaires des provinces, autorisés chaque année par les lois budgétaires, et pour couvrir le déficit des Budgets ordinaires.

Au fur et à mesure de ses besoins de caisse, la Colonie émet des bons du Trésor, et lorsque la situation du marché de l'argent est favorable, elle émet un emprunt qui permet de consolider tout ou partie des bons.

Il n'est donc pas possible de désigner quels emprunts ou quels bons du Trésor sont plus particulièrement affectés à couvrir les grands travaux d'intérêt public.

3° Quelle est l'affectation projetée des premières tranches du nouvel emprunt envisagé?

Le montant du nouvel emprunt envisagé s'élève à 500 millions de francs, qui se rapporte au programme des grands travaux en cours, qui sera soumis incessamment au Parlement à l'occasion de l'examen du Budget extraordinaire :

1° La reconstruction du chemin de fer du Stanley-Pool au Bas-Congo	fr. 164,000,000 »
2° Le parachèvement et l'augmentation de l'outillage du chemin de fer des Grands Lacs. Éventuellement l'étude et la construction de la section Kabalo-Kongolo. . . .	Mémoire.
3° L'achèvement du chemin de fer du Katanga vers le Nord de Bukama à un point navigable du Lualaba	Mémoire.
4° L'extension des balisages, l'achat d'un matériel de dragage, l'amélioration, la construction et l'outillage de ports fluviaux, l'étude et l'aménagement des voies navigables	51,500,000 »
5° L'augmentation du capital de la Société Nationale des Transports fluviaux, notamment pour l'extension du service sur les petites rivières	Mémoire.
6° Le raccordement des centres industriels du Katanga aux régions du Sankuru et du Kasai (chemin de fer du Bas-Congo au Katanga)	400,500,000 »
A REPORTER. . . . fr.	616,000,000 »

REPORT. . . fr. 616,000,000 »

7° L'étude et la construction d'un chemin de fer reliant le fleuve Congo entre Stanleyville et Bumba à la région des mines d'or de Kilo et Moto.	Mémoire.
8° L'amélioration de la voie et de l'équipement du chemin de fer du Mayumbe et l'aménagement du port de Boma.	7,000,000 »
9° La construction du premier tronçon du chemin de fer de Benguela en territoire belge	Compris dans le 6° ci-dessus.
10° La construction d'un réseau routier et son armement en moyens de transports mécaniques à raison d'environ 10 millions par province.	29,000,000 »
11° Les travaux publics et sanitaires dans les centres urbains, les quartiers indigènes, voirie, distribution d'eau, éclairage, organisation du travail, sécurité et hygiène des travailleurs.	50,000,000 »
TOTAL. fr.	702,000,000 »

4° *Quelle est la dette flottante?*

Situation au 30 novembre 1925 des Bons du Trésor :

Bons du Trésor à trois et à six mois	189,000,000 »
Bons du Trésor à cinq ans	31,216,000 »
TOTAL. fr.	220,216,000 »

5° *Comment s'établissent les autorisations d'emprunts prévues par les lois budgétaires?*

Conformément à l'article 14 de la Charte coloniale, la Colonie du Congo belge ne peut emprunter qu'en vertu d'une loi.

Les différentes lois des budgets coloniaux l'ont autorisé à emprunter pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes ordinaires et pour faire face aux dépenses extraordinaires.

Pour mémoire, la loi du 21 août 1921 a autorisé le Ministre des Colonies à émettre un emprunt global de 300 millions de francs à réaliser au fur et à mesure de ses besoins, mais cette autorisation ne doit pas s'ajouter aux autorisations d'emprunt accordées par les budgets.

Le pouvoir d'émission du Ministre peut se calculer approximativement comme suit :

A. — Déficits des budgets ordinaires jusqu'en 1912 . . fr.	72,945,275 01
Boni des budgets ordinaires et recettes extraordinaires. . .	19,241,112 97
RESTE. . . . fr.	53,704,162 04

REPORT. . . . fr. 53,704,162 04

B. — Couverture des déficits ordinaires prévus par les différentes lois budgétaires et crédits ouverts pour dépenses extraordinaires :

	Ordinaires.	Extraordinaires.	
1913 fr.	11,529,964 »	15,709,020 »	
1914	21,484,724 »	11,139,572 »	
1915	21,484,724 »	—	
1916	23,481,830 »	—	
1917	16,221,797 »	—	
1918	7,050,967 »	—	
1919	—	24,162,876 »	
1920	5,858,200 »	16,782,176 »	
1921	15,099,890 »	69,777,944 »	
1922	18,674,714 »	98,841,260 »	
1923	17,201,142 »	76,240,658 »	
1924	15,500,000 »	102,785,018 »	
TOTAUX. . fr.	173,587,952 »	415,438,524 »	589,026,476 »
			642,730,638 04

C. — Autorisation générale prévue à l'article 14, § 2, de la Charte. 10,000,000 »

652,730,638 04

D. — Déficit probable de l'ordinaire de l'exercice 1925 . . . 42,361,502 34

ENSEMBLE. . . . 695,092,140 38

Emprunts émis :

a) Emprunt anglais : 3,530,000 livres sterling ayant produit environ fr.	108,265,000 »	
b) Emprunts Caisse d'Épargne : 50 + 25 millions	75,000,000 »	
c) Solde de l'emprunt 4 % 1906 : 44 + 16 millions	60,000,000 »	
d) Une tranche de l'emprunt contracté en francs belges par la Colonie auprès de l'État belge lequel a prélevé les fonds sur le montant de l'emprunt américain	233,169,795 25	476,434,795 25
RESTE. . . fr.	218,657,345 13	

Cette capacité d'emprunt est à augmenter de 500 millions de francs montant de l'autorisation d'emprunt sollicitée par le projet de loi en instance.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 DECEMBER 1925.

Wetsontwerp betreffende eene leening van vijf honderd millioen frank
voor rekening der Kolonie ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **TIBBAUT**.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van koloniale leening hangt meer bijzonder samen met de uitvoering van de groote openbare werken, behoorend tot het veel omvattend programma van Leopold II, overgenomen in de wet van 21 Augustus 1921, en het wil de geldmiddelen vinden die noodig zijn om de uitvoering ervan voort te zetten en om de vlottende schuld te consolideeren.

De Minister van Koloniën vraagt de machtiging, obligaties van de Congoleesche Openbare Schuld uit te geven tot een bedrag van een nominaal kapitaal van 500 millioen frank. Dit bedrag moet gevoegd worden bij dit van 218 millioen dat nog bestaat op de machtigingen tot leening toegestaan door de begrootingswetten, maar dat opgeslorpt werd door de uitgifte van Schatkistbons zooals de bijlage het aantoonst.

Van deze machtiging zal enkel gebruik worden gemaakt voor de uitgifte van achtereenvolgende reeksen, volgens de behoeften van de Thesaurie en den stand van de geldmarkt; een Koninklijk besluit zal dit regelen, en de credieten, die

(1) Wetsontwerp, n^o 31.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit :

a) de leden van de Commissie voor de Koloniën, de heeren : Baels, Branquart, Briart, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Richard, Sap en Van Hoeylant;

b) zes leden door de Afdeelingen aangeduid, de heeren : Ramaekers, Huyshauwer, Goris, Raemdonck, Sap en De Bruyn (P.).

door de achtereenvolgende leeningen zouden verschaft worden, zullen elk jaar op de Begrooting voor de Kolonie gebracht worden.

Deze schikkingen komen overeen met de tot op heden gevolgde gedragslijnen, en zij doen bijna geene opwerpingen oprijzen.

Maar de Commissie, die het eens was over het beginsel van de leening, heeft eenige aanvullende inlichtingen gevraagd over de reeds gebruikte credieten, over de samenstelling der vlottende schuld, over de binnen kort uit te voeren werken; eene bijlage bevat de vragen en antwoorden, waarvan de nauwkeurigheid geen verdere verklaring noodig maakt; men zal bovendien de gelegenheid hebben ze grondig te bespreken bij de Begrooting van de Koloniën die eerlang moet ingediend worden.

*
* * *

De modaliteiten van de leening werden aan een ernstig onderzoek onderworpen, daar de Commissie het gepast oordeelde te dien aanzien het Parlement voor te lichten.

Uit het onderhoud dat zij met den achtbaren Minister van Koloniën had, blijkt dat de grondslag van de voorgenomen verrichting hierin bestaat, dat een beroep zou gedaan worden op het privaat crediet, met aan de onderschrijvers van obligatiën de waarborgen te geven van een minimum-interest en van de terugbetaling; evenals een aandeel in de winsten van de goudmijnen, en te dien einde zou aan de concessie van Kilo-Moto rechtspersoonlijkheid moeten verleend worden.

De Commissie was van oordeel, dat de Regeering er belang bij had, aan de Kamer kennis te geven van hare inzichten.

De Commissie heeft dus tot den Minister de volgende vraag gericht :

Onder welken vorm is de Regeering voornemens de goudmijnen productief te maken en haar eigen rechtspersoonlijkheid te verleen? Op welke streek slaat deze concessie?

Welke waarborgen is de Regeering vanzins te nemen om eenerzijds het overwicht van de Kolonie, en anderzijds de doeltreffende medewerking van particuliere inschrijvers te verzekeren?

Tegemoetkomend aan dit verlangen tot nadere toelichting van de zijde der Commissie, heeft de Minister haar niet alleen mondelinge verklaringen gegeven, maar hij deelde haar navolgend amendement mede, waarin het een en het ander voorkomt over de wijze van verwezenlijking waarvan sprake :

« De Minister van Koloniën is gemachtigd aan een daartoe te benoemen rechtspersoonlijkheid of aan een Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, inbreng te doen van het recht om, voor een termijn van ten hoogste vijftig jaren, goud en andere kostbare stoffen te exploiteeren binnen het aan de Regie der Mijnen van den Boven-Ituri geconcedeerde grondgebied.

» Deze inbreng zal vergoed worden door het afleveren van actiën en maatschappelijke aandeelen, alsmede van winstaandeelen over dewelke de winsten in eene door de statuten te bepalen verhouding zullen worden omgeslagen. De actiën en maatschappelijke aandeelen aan de Kolonie afgeleverd moeten in zulken getale zijn dat zij haar de volstrekte meerderheid in den schoot der Algemeene Vergadering verzekeren. »

*
* *

In deze tijden van inkrimping is het logisch dat men naar een middel zoekt om de leening onvoorwaardelijk te doen slagen, met ze te steunen op eene premie, bestaande in eene winstdeelneming in de nijverheidsondernemingen. De Minister van Koloniën was zoo gelukkig maar enkel vóór de moeilijkheid van de keuze te staan om er koloniale inkomsten aan toe te kennen.

*
* *

Het ware het geschikte oogenblik, dit amendement aan te vullen om rekening te houden met de formaliteiten waaraan de mijnconcessiën zijn onderworpen krachtens de wet van 18 Augustus 1908 op het Beheer van Belgisch Congo.

Luidens artikel 25 moeten zij als ontwerp van decreet aan den Kolonialen Raad worden voorgelegd; bij hoogdringendheid kan echter de Regeering deze voorafgaande raadpleging ontberen; dan moet het decreet binnen de tien dagen na zijn datum aan den Raad tot onderzoek worden voorgelegd.

Deze eerste vormvereischte kan worden vervuld; zij is geene oorzaak van nadeelige vertraging. Anders is het gesteld met de formaliteiten opgelegd bij artikel 15 en waardoor wordt geëischt dat het ontwerp van decreet met al de bewijsstukken op het bureel der beide Kamers moeten liggen gedurende dertig zittingen.

Deze proceduur kan nadeelig zijn voor de onderhandelingen die met het oog op den wisselvalligen toestand der geldmarkt met spoed moeten geleid worden; zij is trouwens overbodig, vermits zij ten doel heeft aan het Parlement toe te laten uitspraak te doen, hetgeen juist door dit wetsontwerp wordt beoogd.

De Commissie stelt dus voor, aan het amendement het volgend lid toe te voegen :

« De Regeering wordt ontslagen van de formaliteiten voorzien bij artikel 15 der wet van 18 October 1908 op het Beheer van Belgisch Congo. »

Hij zou ze kunnen nemen uit de portefeuille van de Kolonie die acties en aandelen bezit van talrijke koloniale ondernemingen, en die, volgens het Bestendig Comité van het Nationaal Congres der Koloniën, voor de voorgaande tegeldemaking, geschat werden op ongeveer anderhalf milliard.

De achtbare heer Frank, minister van Koloniën, had aan een eventueel gebruik daarvan gedacht, toen hij de vorming voorstelde, onder vorm van rechtspersoon, van de « Portefeuille-Kas »; en dit voorstel, dat de goedkeuring verwierf van den Kolonialen Raad, zal in de toekomst voorzeker van dienst kunnen zijn.

Maar het is niet noodig daartoe op dit oogenblik zijn toevlucht te nemen. Het komt ons verkieslijk voor niet eene massa waarden vast te leggen, waarvan de gedeeltelijke tegeldemaking gemakkelijk is, en het voordeel biedt aan de Koloniale Regeering altijd geldmiddelen ter beschikking te stellen. Dat is eene steeds beschikbare reserve die noodzakelijk worden kan. Zij bezorgt aan het Beheer een waarborg van vastheid die van onschatbare waarde is in deze tijden die immer door economische en financiële crisissen worden beroerd.

Het volstaat een der talrijke rijkdommen van de Kolonie aan te spreken, namelijk de concessie van de goudstreek Kilo-Moto.

Men weet dat de regie-uitbating eene onmiddellijke netto winst voorziet van ongeveer 30 milloen, en de exploitatie, die tegenwoordig hoofdzakelijk alluviaal grond bewerkt, zal krachtadig de goudgangen kunnen aanvatten zoodra, door den bouw van den voorgenomen spoorweg, men de machtige ophaal- en pletmachines naar de werkhuizen zal kunnen brengen.

Om de opbrengst van de mijnen te kunnen doen dienen voor de leening, gebruikt de Regeering hetzelfde middel waaraan de heer Frank heeft gedacht voor de benutting van de portefeuille; zij stelt voor de concessie tot rechtspersoon te verheffen, of eene maatschappij op de richten met de medehulp van het privaat initiatief.

De Regeering heeft geen voorkeur voor een van deze formules.

*
, *
*

De hoofdzaak is een rechtspersoon in 't leven te roepen waaraan voor een duur van 50 jaar het recht zou toegekend worden goud en andere kostbare delfstoffen te exploiteeren over heel het gebied geconcedeerd aan de Regie der Mijnen van Boven-Ituri (Kilo-Moto).

De rechtspersoon biedt het voordeel, dat het aan de exploitatie eene inrichting geeft die bestendig, vast, en overeenkomstig is met de eischen van handel en nijverheid; hij ontnemt het absolute en het willekeurige aan hunne louter administratieve werking, die, in het beheer van de openbare gelden, er aan blootgesteld is de geregelde uitbetaling van de dividenden te veronachtzamen, die zich kan laten aanlokken tot abnormale amortisaties, en die bij gevolg moeilijk overeen te brengen is met den samenlang van het ontworpen leeningstelsel.

Deze inkomsten moeten de regelmatigheid bieden van de dividenden der privaatindustrie; en te dien aanzien zou de deelneming van het privaat kapitaal, hoe bescheiden ook, ernstigere waarborgen opleveren voor de onderschrijvers van de leening.

Zoo deze private kapitalen bijdroegen tot de vorming van het kapitaal en zoo zij voordeelen genoten berekend naar de voordeelen die de kapitalen der leening aangeboden worden, dan zouden de beheerders die ze vertegenwoordigen in den beheerraad naast de uit de afgevaardigden der Kolonie samengestelde meerderheid, een gelijk belang hebben in de verdediging van de aandeelhouders en de geldschietters. Zij zouden aangewezen zijn om zich eventueel te verzetten tegen al wat de uitwerking van de voordeelen der leening kan verminderen.

Het ware eene waarborg die het vertrouwen van het publiek zou versterken.

Het spreekt vanzelf dat de Regeering over een overwegenden invloed moet beschikken om de openbare belangen in de maatschappij en in den beheerraad te verdedigen. Zij moet natuurlijk de meest invloedrijke aandeelhouder zijn, vermits zij in elk geval slechts een geringen inbreng van private kapitalen zou toestaan naast haar inbreng tot vestiging, het materieel en de vergunning; en na afloop van den termijn der concessie van 50 jaren, zou zij den vollen eigendom van het materieel en van de vergunning terug nemen.

Het in overeenstemming brengen van de belangen levert geen moeilijkheden op; er zou nauwkeuring moeten bepaald worden dat het groote publiek in ruime mate het recht zal hebben om op de leening in te schrijven.

Men zou kunnen opwerpen dat de concessie te omvattend is, daar zij zich uitbreidt niet alleen tot de huidige en toekomstige goudmijnen maar ook tot de andere kostbare stoffen. Het is echter niet mogelijk in een zelfde streek verschillende groepen toe te laten, waarvan de belangen tegengesteld zouden zijn en die met elkander zouden concurreeren. Zoo men nochtans andere kostbare stoffen ontdekt, dan zal men zich daarover moeten verheugen in het belang van de gansche bevolking; maar het zou dan kunnen noodig worden de werken te steunen zonder echter in niets afbreuk aan de beloofde voordeelen te doen; en zoo men voor de kolonie een recht tot wederinkoop van den titel moest voorzien, dan zou het gebruik van dit recht slechts denkbaar zijn na afloop van een lang tijdverloop en mits de betaling van een prijs die hunne waarde vertegenwoordigt.

Het is niet mogelijk op voorhand de voorwaarden van de verrichting vast te stellen. De grondslag en de plaats der uitgifte, het tijdelijk aandeel, de wijze van de medewerking der private kapitalen, bedingen en wederinkoop, al deze bepalingen hangen af van de onderhandelingen die moeten gevoerd worden met de bankinstellingen, onmisbare bemiddelaar tot het verzekeren van den bijval der groote combinatie van openbaar crediet, en die beïnvloed worden door den toestand van de geldmarkt. Zij zullen niet alleen afhangen van de Regeering, die, om met goeden uitslag te onderhandelen, moet vrij blijven van onbuigbare formules, en, met volle besef harer verantwoordelijkheid, aan het Parlement de algemeene lijnen van hare ontwerpen mag uiteenzetten.

* .

In de gedachte van de Regeering, maken de voordeelen aan de uitgifte verbonden geen inbreuk op de rechten der huidige bezitters van Congoleesche renten; zij zijn noch een voorrecht, noch een waarborg te hunnen nadeele toegestaan.

De financieele deelnemingen in de concessie behooren aan de Kolonie; doch men mag er de intekenaars van de leening laten van genieten volgens onderscheidene wijzen. Alzoo kan men bepalen dat de hun verschuldigde bijkomende interest zal berekend worden op eene breuk van het aan deze winstaandeelen toekomstende dividend. Men zou aldus aan het publiek beter kunnen doen begrijpen hoe voorspoedig eene der groote koloniale rijkdommen is, en men zou er toe komen den kolonialen geest met een rechtstreeksch financieel belang te steunen.

De Kamer en het Land zullen het Regeeringsontwerp gunstig opnemen; het zet een algemeene financieele hervorming uiteen, die bestemd is om een stevigeren grondslag aan de gewone en buitengewone Begrootingen te geven.

Het is logisch de bestaande rijkdommen aan te wenden tot het crediet dat noodig is om de economische middelen te ontwikkelen en zelfs om de inrichtingskosten te dekken; men mag er zich over verheugen dat men te dien einde aan talrijke bronnen kan putten.

Maar het evenwicht van de gewone Begrooting moet verzekerd zijn, niet alleen door zooveel mogelijk de uitgaven te beperken, maar ook door de inkomsten te vermeerderen; eene Commissie van kolonials heeft te dien opzichte een kostbare medewerking aan den Minister van Koloniën geschonken; zij heeft ontwerpen tot verhooging der rechten uitgewerkt, die het algemeen belang zullen dienen zonder de particuliere belangen te benadeelen. Zij zullen opgenomen worden in de Begrooting der Koloniën.

Men komt aldus tot een nieuwen toestand die aan het in de koloniale wet vastgelegde principe der financieele zelfstandigheid, de werkelijkheid der financieële onafhankelijkheid zal geven, zooals gewenscht werd in het verslag van de Begrooting van het Moederland voor 1925.

De Kolonie koestert de hoop weldra op eigen middelen te kunnen bestaan.

Wat zijn wij vooruitgegaan als men den niet verwijderden tijd bedenkt waarin de onverschilligheid, het mistrouwen en de vijandschap, Koning Leopold II verplichtten de ontstaande Kolonie te steunen met zijn familievermogen !

Thans heeft de koloniale geest het gansche land veroverd en zoo het werk in Afrika door zijn grootheid de wereld verbaast, stemt het ook België tot fierheid.

De slavernij is voorgoed geweerd; de orde kwam in de plaats der anarchie; de kolonie werd goed toegerust; de nijverheid werd in de wildernis overgebracht en schenkt aan het Moederland: goud, diamant, koper, tin; de landbouw neemt hoe langs zoo meer een grond in bezit die bevrucht is door de zon en het water en die ons niet alleen koffie en cacao, kostbare voedingsmiddelen, zendt, maar ook olie en katoen, het brood der nijverheid. De sociale onderstand, dank zij de medewerking van de dokters, de missionnarissen en de werkers op sociaal gebied, vermenigvuldigt de instellingen tot verdediging der inlanders tegen de ziekte, de ellende waarin zij geboren worden en de wonden door een te plotse-linge aanraking met de veroveringen der nijverheid teweeggebracht, en richt scholen en kapellen op, brandpunten van beroepsonderwijs en van intellectueele en zedelijke verheffing.

Een oplettend oog onderscheidt reeds de groote trekken van een nieuwe sociale inrichting, opgevat naar het voorbeeld van de juridische vormen der Europeesche beschaving, die meer overeenkomt met de waardigheid en het vast bestaan der familiën, die meer geschikt is om den economischen vooruitgang tot hun welzijn te doen bijdragen.

Er is geen Belg die thans onze Afrikaansche kolonie niet als een verlengd gebied der Natie beschouwt; en de Kolonie mag met vertrouwen beroep doen op de medewerking van het publiek, dat gelooft in hare toekomst.

*
* *

De Commissie voor de Koloniën heeft de eer aan de Kamer de aanneming van het Regeeringsontwerp voor te stellen.

De Voorzitter-Verslaggever,

EM. TIBBAUT.

BIJLAGE

Vragen van de Commissie der Koloniën en antwoorden.

2° Welke werken werden uitgevoerd met de reeds gedane leeningen?

De mij bekende toestanden zijn aangegeven op 31 December 1924.

De vermelde cijfers hebben dus betrekking op de werken, op dien datum betaald door de Koloniale Schatkist die zich gedekt heeft door middel van leeningen of Schatkistbons.

Deze betalingen bedragen 256,982,377 frank, verdeeld als volgt over de rubrieken der groote werken :

1° De herbouw van de spoorlijn van Stanley-Pool tot Beneden-Congo	42,308,262	»
2° De voltooiing en de vermeerdering van de toerusting van de Spoorlijn der Groote-Meren. Eventuele studie van den wederopbouw der sectie Kabalo-Kongolo		Memorie.
3° De voltooiing van de spoorlijn van Katanga naar het noorden van Bukama tot een bevaarbaar punt van de Lualaba		Uitgaven vermeld onder 6°
4° De uitbreiding der betonning, de aankoop van materieel voor baggerwerken, de verbetering, de aanleg en de toerusting van rivierhavens, de studie en de verbetering der bevaarbare wegen	20,814,700	»
5° De verbetering van het kapitaal der « Société nationale des Transports fluviaux » namelijk tot uitbreiding van den dienst op de kleine rivieren	15,000,000	»
6° De verbinding der nijverheidscentra van Katanga met de streken van Sankuru en Kasai (Spoorlijn van Beneden-Congo naar Katanga).	124,000,000	»
7° De studie en de aanleg van een spoorlijn tot verbinding van den Congostroom tusschen Stanleyville en Bumba met de streek der goudmijnen van Kilo en Moto . . .		Memorie.
8° De verbetering van het spoor en de toerusting van de spoorlijn van Mayumbe en de inrichting van de haven van Boma	4,000,000	»
9° De aanleg van het eerste deel van de spoorlijn van Benguela op Belgisch gebied		Uitgaven vermeld onder 6°
10° De aanleg van een net van wegen en de toerusting er van met mechanische vervoermiddelen op den voet van 10,000,000 per provincie	12,496,452	»
11° De openbare en gezondheidsmiddelen in de steden, de inlanderswijken, reinigingsdiensten, waterverdeeling, verlichting, arbeidsregeling, veiligheid en hygiëne der arbeiders	38,362,943	»
TE ZAMEN. fr.	256,982,377	»

Buiten deze betalingen, bleven tal van uitgaven, in Afrika gedaan, nog te comptabiliseeren en waren andere zeer aanzienlijke uitgaven betaalbaar gesteld op 31 December 1924.

2° *Wat blijft er beschikbaar van de leening tot beloop van 300 miljoen frank, waartoe machtiging werd gegeven ?*

De leening is geheel opgeslorpt, hetzij door middel van de uitgifte van eigenlijke leeningen, hetzij wegens het saldo door de uitgifte van Schatkistbons.

Er valt op te merken dat de Minister van Koloniën leeningen of Schatkistbons uitgeeft, niet enkel ten aanzien van het programma der groote werken, maar nog voor de buitengewone werken in de provinciën, waartoe elk jaar machtiging wordt gegeven door de begrootingswetten, alsmede om het tekort der gewone Begrootingen te dekken.

Naar gelang van hare kasbehoeften geeft de Kolonie Schatkistbons uit, en wanneer de toestand van de geldmarkt gunstig is, geeft zij eene leening uit waardoor het mogelijk wordt de bons in hun geheel of hun gedeeltelijk bedrag te consolideeren.

Het is dus niet mogelijk aan te duiden welke leeningen of welke Schatkistbons op bijzondere wijze bestemd zijn om de kosten der groote werken van algemeen belang te dekken.

3° *Welk is de voorgestelde bestemming der eerste gedeelten van de bedoelde nieuwe leening ?*

De bedoelde nieuwe leening bedraagt 500 miljoen frank, betreffende het programma der groote aan den gang zijnde werken, en zal onverwijld aan het Parlement worden voorgelegd bij het onderzoek der Buitengewone Begrooting :

1° Verbeteringswerken aan den Spoorweg Stanley-Pool naar Beneden-Kongo	fr. 164,000,000 »
2° Voltooiing en vermeerdering van het materieel van den spoorweg der Groote Meren. Mogelijk het bestudeeren en het aanleggen van het baanvak Kabalo-Kongolo. .	Memorie.
3° Voorttrekking van den Katanga-Spoorweg naar het Noorden vanaf Bukama tot een bevaarbare plaats van de Luabala	Memorie.
4° Verhooging van de betonning, aankoop van baggermaterieel, verbetering, aanleg en toerusting van de binnenhavens, studie en aanleg van bevaarbare wegen .	51,500,000 »
5° Kapitaalsverhoging van de « Nationale Maatschappij voor binnenvaart », inzonderheid voor de uitbreiding van den dienst op de onaanzienlijke rivieren	Memorie.
6° Verbinding van de nijverheidscentra van Katanga met de streken van Sankuru en Kasai (Spoorweg van Beneden-Kongo naar Katanga)	400,500,000 »
OVER TE DRAGEN.	fr. 616,000,000 »

OVERDACHT.	fr. 616,000,000	»
7° Studie van den aanleg van een spoorweg die, tusschen Stanleyville en Bumba, den Kongo-stroom verbindt met het gewest der goudmijnen van Kilo en Moto . . .	Memorie.	
8° Verbetering van het spoor en van de toerusting van den Mayumbe-spoorweg en verbetering van de haven van Boma	7,000,000	»
9° Aanleg van het eerste baanvak van den Benguela-spoorweg op Belgisch grondgebied	Begrepen in bovenstaande 6°.	
10° Aanleg van een weggennet en de toerusting ervan met mechanische vervoermiddelen, in de verhouding van ongeveer 10 millioen per provincie	29,000,000	»
11° Werken van openbaar nut en volksgezondheid in de bevolkte middens, in de wijken van inboorlingen, op de wegenis, in de water- en lichtbedeeling, inrichting van den arbeid, veiligheid en hygiëne der arbeiders . . .	50,000,000	»
TOTAAL.	fr. 702,000,000	»

4° Welk is de vlottende schuld?

Toestand van de Schatkistbons op 30 November 1925.

Schatkistbons op drie en op zes maanden	fr. 189,000,000	»
Schatkistbons op vijf jaar	31,216,000	»
TOTAAL.	fr. 220,216,000	»

5° Hoe worden de door de begrootingswetten voorziene machtigingen tot leeningen gesteld?

Luidens artikel 14 der Koloniale Keure kan de kolonie van Belgisch-Congo slechts krachtens eene wet leeningen aangaan.

De verschillende wetten der koloniale begrootingen hebben de Kolonie gemachtigd leeningen aan te gaan om het tekort der gewone ontvangsten op de uitgaven te dekken en om de buitengewone uitgaven te bestrijden.

Pro memoria : luidens de wet van 21 Augustus 1921 werd de Minister van Koloniën gemachtigd eene globale leening van 300 millioen frank uit te geven en daarvan gebruik te maken naar gelang van de behoeften; doch deze machtiging moet niet worden toegevoegd aan de machtigingen tot leening, toegestaan door de begrootingen.

De macht tot uitgifte van den Minister kan benaderend worden berekend als volgt :

A. — Tekort der gewone begrootingen tot 1912	fr. 72,945,275	01
Boni der gewone begrootingen en buitengewone ontvangsten	19,241,112	97
Blijft.	fr. 53,704,162	04

OVERDRACHT. . . . fr. 53,704,162 04

B. — Dekking van het gewone tekort voorzien bij de verschillende begrootingswetten en credieten voor buitengewone uitgaven :

1913	fr. 41,529,964	»	15,709,020	»
1914	21,484,724	»	11,139,572	»
1915	21,484,724	»	—	
1916	23,481,830	»	—	
1917	16,221,798	»	—	
1918	7,050,967	»	—	
1919	—		24,162,876	»
1920	5,858,200	»	16,782,176	»
1921	15,099,890	»	69,777,944	»
1922	18,674,714	»	98,841,260	»
1923	17,201,142	»	76,240,658	»
1924	15,500,000	»	102,785,018	»
TOTALEN.	fr. 173,587,862	»	415,438,524	» 589,026,386 »

642,730,548 04

C. — Algemeene machtiging voorzien bij artikel 14, § 2, der Keure 10,000,000 »

652,730,548 04

D. — Vermoedelijk tekort op de gewone begrooting van het diestjaar 1925 42,361,502 34

TE ZAMEN. . . . fr. 695,092,050 38

Uitgegeven leeningen :

<i>a)</i> Engelsche leening : 3,500,000 pond sterling hebbende opgebracht ongeveer	fr. 108,265,000	»
<i>b)</i> Leening Spaarkas : 50 + 25 millioen	75,000,000	»
<i>c)</i> Saldo van de leening 4 t. h. 1906 : 44 + 16 millioen	60,000,000	»
<i>d)</i> Een gedeelte van de leening in Belgische franks door de Kolonie aangegaan bij den Belgischen Staat die de fondsen op het bedrag der Amerikaansche leening heeft getrokken	fr. 233,469,795	25
		476,434,795 25
		BLIJFT. . . . fr. 218,657,255 11

Dit leeningsvermogen moet worden verhoogd met 500 milloen frank zijnde het bedrag van de machtiging tot leening aangevraagd door het voorgelegde wetsontwerp.